

Carlo Vercellone

Séminaire du Public au Commun

« *La crise de la dette comme enjeu des luttes* »

Carlo Vercellone

Cette contribution est la transcription d'une intervention effectuée au Séminaire du Public au Commun du 16/11/2011

Introduction

Le propos de cette intervention est de montrer de quelle manière les institutions du *Welfare* sont un enjeu clé des luttes qui se développent autour de la crise de la dette et contre les politiques d'austérité menées au nom de celle-ci.

Dans cette démarche, j'articulerai mon intervention en deux parties.

Dans la première, je me propose de caractériser certains éléments souvent occultés qui contribuent à expliquer en même temps la nature de la crise actuelle du capitalisme et l'enjeu centrale que représentent les politiques d'expropriation des institutions du commun du *Welfare*.

Dans la seconde, je mettrai en exergue la manière dont, autour de la place centrale des institutions du *Welfare*, la crise fait émerger l'alternative entre deux modèles antagoniques de société et de régulation d'une économie fondée sur le savoir et sur sa diffusion. Dans ce cadre, je présenterai notamment quelques pistes de réflexion pour penser un autre mode de développement fondé sur le passage du public au commun, ou, plus précisément, sur une autre articulation hiérarchique entre public, privé et commun.

Partie 1. Capitalisme cognitif et financiarisé versus économie fondée sur la connaissance : l'enjeu des institutions du Welfare

La crise de la dette exprime et exacerbe la contradiction structurelle entre la logique rentière du capitalisme cognitif et financiarisé, et les conditions à la base de la reproduction d'une économie fondée sur la connaissance et les *productions de l'homme par l'homme*. Au

centre de cette contradiction se trouve le système du Welfare-State qui, *dans son double aspect indissociable de mode de production et de distribution de la richesse*¹, constitue la cible principale des politiques d'austérité et de libéralisation réclamées par les marchés financiers et la célèbre Troïka (Commission européenne, BCE, FMI). En ce sens aussi, François Chesnais a parfaitement raison de rappeler dans son dernier ouvrage consacré à la *Dette Illégitime* un document du FMI de 2010 dans lequel il est clairement affirmé que la crise de la dette n'est au fond que l'occasion rêvée pour « réussir là où d'autres approches ont échoué » (cité par Chesnais, 2010, p. 8).

Face à cette logique prédatrice et dévastatrice dont le capitalisme néolibéral est porteur, force est pourtant de constater qu'y compris une grande partie de la gauche et de ses économistes *organiques* se replie dans l'acceptation fataliste des lois d'airain des marchés financiers. Dans les meilleurs des cas, ils se cantonnent dans une posture purement défensive des acquis sociaux du Welfare. Cette attitude repose sur une approche qui a intériorisé de facto la prémisse première de la théorie économique *mainstream* selon laquelle nous « vivrions au dessus de nos moyens ». Le système de Welfare y est perçu essentiellement comme un coût pesant sur la compétitivité des entreprises et son financement dépendrait d'un prélèvement opéré sur l'économie capitaliste marchande. Notons que même un penseur marxiste profondément critique, comme David Harvey semble partager au fond une vision très traditionnelle et finalement assez semblable de l'enjeu représenté par les politiques d'expropriation des institutions communes du Welfare. C'est ainsi que dans la post-face à son dernier ouvrage, *The Enigma of Capital*, il affirme que, malgré l'ampleur de ces effets pervers sur la demande, l'objectif essentiel de ces politiques n'est que de « dégager le capital de la responsabilité de prendre en charge les coûts de la reproduction sociale de la force de travail » (Harvey, 2011, p. 269).

Or Harvey, comme bien d'économistes, oublie par là, à mon sens, deux points clé et étroitement imbriqués caractérisant le rôle de la reproduction de la force de travail et du système de Welfare dans le nouveau capitalisme :

- loin d'être un simple coût, les conditions de reproduction de la force de travail sont désormais de plus en plus directement productives ;
- les institutions du Welfare, dans leur double aspect de système de distribution et de production, constituent la force productive première qui a permis l'essor et la reproduction de

¹ Pour cette définition du système du Welfare cf. Monnier J.-M., Vercellone C. (2007).

cette économie fondée sur la connaissance dont se nourrit le capitalisme cognitif et financiarisé.

Bien qu'affaiblis par trente ans de néolibéralisme, les services collectifs et les ressources mobilisées par les institutions du *Welfare* (santé, éducation, recherche, retraites etc.) obéissent encore pour l'essentiel à une logique qui, du moins en Europe, échappe aux circuits marchands et financiers du capital.

Sur ce plan, - et nous avons là l'un des enjeux clé de la crise - le système de *Welfare* se présente comme une sorte d'«*extérieur*» au capital. Il s'agit pourtant d'un extérieur non pré-capitaliste, au sens de Rosa Luxembourg, mais d'un nouvel extérieur construit par les luttes au sein même du développement du capitalisme, et qui en tant que tel dessine les termes d'une alternative radicale.

D'une part, face à des tendances stagnationnistes de plus en plus prononcées avant même l'éclatement de la crise, la colonisation des institutions du *Welfare* constitue l'une des dernières frontières à une possible extension de l'emprise de la finance et des rapports marchands. Plus encore, son *internalisation* de la part du capital se présente comme une condition essentielle du contrôle bio-politique de la population mais aussi de l'orientation d'une économie fondée sur la connaissance. On y reviendra.

De l'autre, le système de *Welfare* contient aussi *in nuce* la possibilité d'évoluer vers un mode de développement alternatif fondé sur la logique du commun, et ce tant pour ce qui concerne les normes de production et de consommation que celles de la répartition.

Pour illustrer ces thèses, je partirai de l'interprétation d'un fait stylisé souvent évoqué par la théorie économique pour caractériser l'avènement d'une EFC. Je fais référence à la dynamique historique à travers laquelle la part du capital nommé intangible (R&D mais surtout Education, formation et santé,) aurait dépassé, depuis le milieu des années 70 aux Etats-Unis, celle du capital matériel dans le stock réel du capital et serait devenu l'élément déterminant de la croissance et de la compétitivité². L'interprétation de ce fait stylisé a plusieurs sens majeurs et étroitement articulés, mais systématiquement occultés par les économistes *mainstream*. Ces sens sont pourtant essentiels pour comprendre le rôle des

² Cf. Kendrick J.W (1994).

institutions du Welfare et le sens profond et somme toute dissimulé des politiques qui visent à leur démantèlement et à leur privatisation.

Le premier sens, sur le plan conceptuel, est que ce que l'on nomme capital immatériel et/intellectuel est en réalité incorporé pour l'essentiel dans les hommes et correspond de ce fait essentiellement aux facultés intellectuelles et créatrices de la force travail. Autrement dit, pour utiliser la méthode marxienne de la critique de l'économie politique, le concept lui-même de capital immatériel (qui aujourd'hui représente la partie la plus importante de la capitalisation boursière) est un véritable oxymore. On pourrait affirmer, pour utiliser toujours le langage de Marx, que cette notion n'exprime en réalité que de manière déformée, la manière dont les *savoirs vivants* incorporés et mobilisés par le travail jouent désormais, dans l'organisation sociale de la production, un rôle prépondérant par rapport aux *savoirs morts* incorporés dans le capital constant et l'organisation managériale des firmes.

Le deuxième sens est que la tendance à la hausse de la part du capital nommé immatériel est étroitement liée au développement des institutions du salaire socialisé et des services collectifs du Welfare, et cela avec une forte accélération impulsée par les conflits sociaux qui entre la fin des années soixante et les années soixante-dix ont déterminé la crise du fordisme, puis donnée lieu à la contre-offensive monétariste. Ce sont en particulier les services collectifs du Welfare qui ont permis le déploiement de la scolarisation de masse et joué un rôle clé dans la formation d'une *intellectualité diffuse* ou d'une *intelligence collective* : c'est cette dernière qui rend en effet compte de la partie la plus significative de la hausse du capital nommé intangible, capital intangible qui, comme nous l'avons souligné, représente aujourd'hui l'élément essentiel de la croissance et de la compétitivité d'un territoire.

Le troisième sens est que l'expansion du salaire socialisé (retraite, indemnité de chômage, etc.) a favorisé l'atténuation de la contrainte au rapport salarial et l'accès à une mobilité choisies entre différentes formes d'activités, de formation et de travail créatrice de richesse (même si cette tendance tend à être de plus en plus remise en cause par les politiques néolibérales du *workfare*). En somme, l'expansion du salaire socialisé a correspondu à une libération de temps qui du point de vue du développement d'une économie fondée sur le savoir se présente, pour le dire avec le Marx du *general intellect*, comme une force productive immédiate. Il faut noter que de ce point de vue, Bernard Friot (2010) n'a ainsi pas tort de défendre les principes du système de retraite par répartition dans les termes de ce que nous

appellerions une institution du commun et d'aller jusqu'à affirmer que finalement c'est le travail libre des retraités qui paye leur retraites.

Le quatrième sens est que, contrairement à une idée répandue, les conditions sociales et les véritables secteurs moteurs d'une économie fondée sur la connaissance ne se trouvent pas dans les laboratoires privés de R&D de grandes firmes. Ces conditions sociales et ces secteurs moteurs correspondent au contraire aux productions collectives *de l'homme pour et par l'homme* assurées traditionnellement par les institutions communes du *Welfare State* (santé, éducation, recherche publique et universitaire, etc.), selon une logique non marchande. Cette conclusion est par ailleurs confirmée par une analyse comparative à l'échelle internationale. A l'encontre du paradigme néolibéral, elle nous permet justement de mettre en évidence une corrélation positive forte entre le niveau de développement des services non marchands et des institutions du *Welfare*, d'une part et celui des principaux indicateurs de développement et de performance économique et sociale d'une EFC, d'autre part. Un corollaire de ce constat est aussi qu'un faible degré d'inégalités sociales, de revenu et de genre va de pair avec une diffusion beaucoup plus importante des formes d'organisation du travail les plus avancées (Vercellone, 2010) et, partant, à une moindre vulnérabilité du système économique à la concurrence internationale des pays émergents (Lundvall et Lorenz, 2009).

Un cinquième sens de ce fait stylisé est que dans une EFC les facteurs principaux de la croissance et de la compétitivité d'un territoire dépendent toujours davantage, comme le souligne Aglietta (1997), de ce que les économistes appellent les facteurs collectifs de la productivité (niveau général d'éducation et de formation de la force de travail, de ses interactions sur un territoire, de la qualité des infrastructures et de la recherche, etc). Sur le plan macro-économique, cela signifie que les conditions de la formation et de la reproduction de la force de travail sont désormais directement productives et (pour paraphraser Smith, mais en parvenant à une conclusion opposée) que la source de la « richesse des nations » repose aujourd'hui de plus en plus sur une coopération productive située en amont des enceintes des firmes.

Finalement, malgré leur importance, ces faits sont systématiquement occultés par les économistes *mainstream*, et cela alors que l'on assiste à une pression extraordinaire pour les privatiser. L'explication de cette occultation se trouve dans l'enjeu stratégique que représente pour le capital le contrôle bio-politique et la colonisation marchande des institutions du *Welfare*. En effet, santé, recherche, éducation, formation et culture forment non seulement les modes de vie, mais ils régissent aussi les mécanismes de transmission et de production des

connaissances. Ces secteurs représentent également une part croissante de la production et de la demande sociale qui, jusqu'à présent, du moins en Europe, a été principalement assurée en dehors de la logique du marché et à travers l'emploi d'un travail improductif de capital, c'est-à-dire improductif de plus-value. Mieux encore et y compris dans le contexte de la crise actuelle, les productions de l'homme par l'homme (santé, éducation, etc.) comptent parmi les rares secteurs où l'on continue à enregistrer une croissance de la demande sociale et qui échappent aux tendances stagnationnistes affectant l'ensemble des économies des pays de l'OCDE.³

Tous ces facteurs et les intérêts bien matériels qu'ils suscitent permettent d'expliquer la pression extraordinaire exercée par le capital pour privatiser ou en tout cas soumettre à la rationalité du capital ces services collectifs en y introduisant, par exemple, dans l'esprit du *New Public Management*, la logique de la concurrence et du résultat quantifiée, prélude à l'affirmation pure et simple de la logique de la valeur⁴. Contrairement au discours idéologique dominant qui stigmatise les coûts et la prétendue improductivité des services collectifs du *Welfare*, l'objectif du capital est donc moins la réduction du montant absolu de ces dépenses que leur réintégration dans les circuits marchands et financiers. La crise de la dette a été et reste le prétexte pour accélérer ces tendances, tout en exacerbant les contradictions économiques et sociales qu'elles engendrent. Nous avons là sans doute l'une des explications les plus logiques de l'irrationalité des politiques pro-cycliques et des plans d'austérité réclamés par les marchés financiers et la célèbre *Troika* (FMI, UE, BCE).

Certes, l'extension de la logique marchande dans ces secteurs est théoriquement possible. Notons cependant que santé, éducation, recherche etc. correspondent à des activités qui ne peuvent être soumises à la rationalité économique du capital sinon au prix d'un rationnement des ressources, d'inégalités sociales profondes et finalement d'une baisse drastique de l'efficacité sociales de ces productions, ce qui risquerait à terme de saper les ressorts mêmes de cette économie fondée sur la connaissance dont se nourrit le capitalisme cognitif et financiarisé⁵.

Plusieurs arguments plaident pour cette thèse.

³ Sur ces points cf. Negri T., Vercellone C (2008), *Le rapport capital/travail dans le capitalisme cognitif, Multitudes*, N°32, 2008, pp. 39-50

⁴ Sur ce point cf. notamment Laval et alii (2011).

⁵ Sur ce point cf. Vercellone C. 2010.

Un premier argument est lié au caractère intrinsèquement cognitif, interactif et communicationnel de ces activités où le travail ne consiste pas à agir sur la matière inanimée, mais sur l'homme lui-même dans une relation de coproduction de services. En effet, sur le plan de l'organisation de la production et des critères d'efficacité, ces activités échappent à la rationalité économique du capital qui, elle, repose sur une conception essentiellement quantitative de la productivité, une conception qui peut être résumée par une formule lapidaire, à savoir : produire toujours plus avec moins de travail et de capital afin de réduire de cette manière les coûts et d'accroître les profits. Or, ce type de rationalité a pu tant bien que mal faire preuve d'une certaine efficacité dans la production de marchandises standardisées *reproductibles*, au sens de Ricardo. Dans ce cadre, elle a permis, comme ce fut le cas dans le fordisme, de produire une masse croissante de biens avec toujours moins de travail et donc des coûts et des prix décroissants, en rendant possible de cette manière la satisfaction d'une masse croissante de besoins, peu importe s'ils furent vrais ou superflus. Cependant, comme le suggérait déjà Marx dans les passages du chapitre VI inédit du *Capital* dédiés à la *production immatérielle*, ce que nous appelons « les productions de l'homme par l'homme » relèvent d'une rationalité productive autre que celle du capitalisme industriel. Plus précisément, deux éléments principaux différencient la logique de la *production (ou reproduction) de l'homme par l'homme* et celle de la fabrication de biens matériels *reproductibles*. D'une part, ni l'activité du travail ni le produit (qui correspond à l'homme lui-même dans la singularité de chaque individu) ne sont véritablement standardisables (à la différence de la plupart des marchandises matérielles ou des services industrialisés), et la subjectivité des travailleurs comme « le produit est inséparable de l'acte producteur » (Marx, 1867, p. 98). D'autre part, dans ces activités, l'efficacité en termes de résultats repose sur un ensemble de variables qualitatives liées à la communication, à la densité des relations humaines, au souci et donc à la disponibilité de temps pour l'autre, que la comptabilité analytique des entreprises n'est capable d'intégrer qu'en tant que coûts et temps morts improductifs. La tentative d'élever la productivité et la rentabilité de ces activités (mesurées à travers les critères essentiellement quantitatifs propres au management des entreprises), ne peut donc se faire qu'au détriment de la qualité et de ce fait de l'efficacité sociale de ces activités. Nous avons en somme une contradiction aiguë entre la conception capitaliste de la productivité et la conception sociale de la productivité qui, elle, résulte immédiatement de la nature intrinsèquement commune et coproduite de ces activités et de leur résultat matériel et immatériel.

Un deuxième argument est lié aux distorsions profondes que l'application du principe de la demande solvable introduirait dans l'allocation des ressources et dans le droit à l'accès à ces biens communs, en déterminant des pratiques discriminatoires et une logique de rationnement affectant tout autant la quantité que la qualité des prestations fournies. Par essence, la production du commun doit donc se fonder sur la gratuité et sur le libre accès. Le financement des productions de l'homme par l'homme ne peut ainsi être basé sur le principe de la demande privée solvable, mais doit reposer sur le prix collectif et politique représenté par l'impôt, la cotisation sociale ou d'autres formes de mutualisation réelle des ressources.

Un troisième argument concerne, lui, la manière dont dans la santé et dans le système d'enseignement, encore moins qu'ailleurs, il n'existe en réalité pas de figure mythique du consommateur rationnel qui effectuerait ses choix sur la base d'un calcul rationnel coûts/bénéfices afin de maximiser le rendement de l'investissement dans son capital humain. Ce n'est sûrement pas là le critère principal qui anime l'étudiant dans sa quête de savoir. C'est encore moins le critère pour une personne atteinte d'une maladie. Celle-ci, dans bien des cas, est au contraire prisonnière d'un état d'angoisse qui la rend vulnérable à tous les pièges d'une logique marchande dans laquelle vendre espoir et illusions devient aussi l'un des moyens pour réaliser des profits.

Enfin, et cet argument concerne en particulier l'activité de recherche, la logique de privatisation et de marchandisation des savoirs s'oppose aux conditions susceptibles de garantir les mécanismes les plus efficaces de la production de connaissances. Pour comprendre cet enjeu crucial, il faut souligner la manière dont la connaissance a des propriétés particulières qui la différencient radicalement des autres biens et en font un bien *commun* difficilement réductible au statut de marchandise et de capital. Ces propriétés particulières correspondent notamment à ce que la théorie économique appelle le caractère *non rival, non contrôlable* et *cumulatif* de la connaissance. Autrement dit, la connaissance, à la différence d'un stylo par exemple, ne se détruit pas dans la consommation. Chacun d'entre nous peut donc l'utiliser librement et dans le même temps ne pas en priver un autre de la possibilité de s'en servir. Mieux encore : la connaissance s'enrichit lorsqu'elle circule librement entre les individus, dans la mesure même où chaque nouvelle connaissance naît d'une autre connaissance, selon un processus autoentretenu et cumulatif. La *consommation* de la connaissance est donc productive. C'est pourquoi l'appropriation privée de la connaissance n'est réalisable qu'au moyen de l'établissement de barrières artificielles à son accès et d'un cloisonnement de l'activité de recherche qui va à l'encontre de deux règles fondamentales qui,

selon Paul David (2000), assurent l'efficacité de la production d'idées nouvelles, à savoir: la coopération de tous ceux qui recherchent la solution à un même problème, puis, une fois le problème résolu, le libre usage par tous de ses applications. La tentative de transformer la connaissance en un capital et en une marchandise fictives engendre en somme une situation paradoxale, une situation dans laquelle plus la valeur d'échange de la connaissance augmente artificiellement plus sa valeur d'usage sociale baisse du fait même de sa privatisation et de sa raréfaction.

Finalement, qu'il s'agisse de la privatisation de la connaissance ou de celle des services collectifs du *Welfare*, tout semble se passer comme si le capitalisme cognitif ne pouvait se reproduire qu'à travers des pratiques prédatrices qui entravent les conditions objectives et les facultés créatrices des agents à la base du développement d'une économie fondée sur le savoir et sa diffusion.

Il existe en somme une incompatibilité substantielle entre le capitalisme cognitif et financiarisé, d'une part et une économie fondée sur la connaissance et les productions collectives de l'homme par l'homme qui «contient en son fond une négation de l'économie capitaliste marchande» (Gorz, 2003) avec la possibilité de son dépassement, d'autre part.

II. Deux modèles opposés de société et de régulation d'une économie fondée sur le savoir et sa diffusion.

Dans un contexte exacerbé par l'approfondissement de la crise, on peut affirmer qu'autour de la question centrale des institutions du *Welfare*, se dessine à terme l'alternative entre deux modèles opposés de société et de régulation d'une économie fondée sur la connaissance.

Le premier modèle on ne le connaît malheureusement que trop bien.

Il correspond à l'accentuation des politiques néolibérales d'austérité et de démantèlement du *Welfare*, sous l'égide du pouvoir de la rente et d'une collusion ainsi que d'une hybridation de plus en plus prononcées des logiques du public et du privé, comme en témoignent la mise en oeuvre des principes du *New Public Management* ou encore les critères des politiques de sauvetage et de recapitalisation sans conditions dont a bénéficié le système bancaire.

Notons pourtant que ce régime « d'accumulation par dépossession » et le mode de régulation sur lequel il repose, se heurte à des contradictions majeures, et ce aussi bien à court qu'à moyen-long terme. Pourquoi ? D'une part, sur le plan de la gestion macro de court terme de la

crise, il accentue les tendances stagnationnistes des économies de l'UE avec pour résultat de creuser davantage, au lieu de les réduire, les déficits et la dette des Etats et partant, le risque d'une crise simultanée d'insolvabilité des Etats et du système bancaire⁶. D'autre part, parce que le démantèlement des institutions et des services du Welfare risque aussi et surtout d'éroder les ressorts de la croissance et de la compétitivité à long terme. Nous avons là – portée par la crise actuelle à son paroxysme – l'une des expressions les plus claires du paradoxe propre à la logique rentière du capitalisme cognitif et financiarisé, un paradoxe qui pourrait le conduire de manière endogène, s'il suit jusqu'au bout sa pulsion prédatrice, au bord de l'autodestruction.

Je m'explique. La tentative de s'assurer un prélèvement maximal de valeur dans le court terme repose, ou de toute manière a pour conséquence, une raréfaction progressive des ressorts de la croissance sur laquelle ce même prélèvement rentier peut s'opérer et se renouveler au fil du temps⁷. Nous avons là aussi – bien que pour une cause opposée à celle suggérée par le célèbre article de Hardin – ce que nous pouvons appeler la nouvelle « *tragédie des Commons* » provoquée par la dynamique du capitalisme cognitif et financiarisé, tragédie des Commons qui – il ne faut pas l'oublier – se double de celle des *anti-commons* liée à la privatisation de la connaissance. Cette logique dévastatrice recèle pourtant une bonne nouvelle, un élément en quelque sorte positif : ce mode d'accumulation n'est ni économiquement ni socialement viable et devient de plus en plus, au sens de Gramsci, un pur système de coercition dépourvu de tout élément d'hégémonie véritable. Plus encore, ce modèle pourrait même implorer assez rapidement bien avant d'avoir porté à terme son entreprise d'expropriation du commun et des conditions sociales et institutionnelles d'une économie fondée sur la connaissance. La raison en est que la dette que la finance prétend combattre, est en réalité, comme on le sait, l'un des piliers structurels de sa logique de valorisation et du contrôle biopolitique qu'elle exerce sur la société. Le pouvoir de la finance ne peut pas se reproduire sans créer les conditions d'un endettement généralisé, qu'il s'agisse des institutions financières (effet de levier), des Etats, des ménages, des étudiants etc.

⁶ Cette éventualité est d'autant plus élevée pour les pays, comme par exemple la Grèce, le Portugal l'Espagne et dans une moindre mesure l'Italie, qui ne peuvent pas compenser la contraction de la demande intérieure par la croissance des exportations. Si l'Allemagne a pu échapper à ce cercle vicieux grâce à une politique néo-mercantiliste et à un puissant appareil industriel, ses débouchés extérieurs dépendent pourtant en grande partie de la demande provenant des pays du Sud de l'Europe. Il en résulte un jeu à somme négative à l'échelle européenne dont pourrait bientôt faire les frais l'Allemagne elle-même.

⁷ Ce qui contribue aussi à expliquer les réactions ambiguës des marchés aux mesures d'austérité qu'eux-mêmes ont demandé.

Nous avons là une logique aveugle et autoréférentielle du pouvoir de la finance qui poussée jusqu'à son paroxysme en constitue aussi la limite structurelle. Ainsi – pour faire bref – la crise de la dette publique sur laquelle spéculé allègrement la finance n'a point effacé la crise de la dette privée et du système bancaire dont elle est née. Au contraire, elle en a renforcé les interdépendances et le potentiel systémique en cas de crise. Il est en effet faux d'affirmer qu'à une crise de la dette privée aurait tout simplement succédé une crise de la dette publique. Nous sommes aujourd'hui confronté en 2011, et sur le fond d'une nouvelle récession générale, à l'éclatement d'une double crise, de la dette publique et bancaire, une double crise qui risque de conduire non seulement à l'effondrement de la zone Euro mais aussi, comme en 2008, à celui du système de crédit, à un Lehman Brothers à la puissance n. Ce risque systémique est par ailleurs aggravé par une autre différence fondamentale par rapport à 2008 : les Etats, cette fois-ci, ne disposent plus des ressources et d'un contexte politique permettant de sauver les banques sans conditions. Preuve en est que Moody's, par exemple, a déjà baissé la note de certaines banques britanniques au motif que l'Etat ne pourrait plus leur venir en aide. Cette évolution est déjà en train de mettre sous tension la base matérielle du bloc historique néolibérale entre public et privé, entre Etats et finance, qui s'était constitué au début des années 1980 et, cette fois-ci, dans l'hypothèse probable d'une nouvelle crise bancaire, la question de la socialisation du système de crédit ne pourra plus être aussi facilement contournée qu'en 2008. C'est aussi pourquoi il devient plus que jamais nécessaire d'essayer de comprendre la manière dont le concept de *commun* peut nous aider à penser les piliers d'un autre mode de développement⁸. Dans cette perspective, je vais ébaucher quelques pistes de réflexion concernant ce que l'on pourrait appeler un modèle de *common-fare* fondé sur la réappropriation démocratique du Welfare-State et la re-socialisation de la monnaie et du crédit.

Un modèle de « commonfare » et de « communisation » du système de crédit

Un modèle autre serait, lui, centré sur une politique de renforcement et de démocratisation des institutions du Welfare, pensé dans son double aspect de système de production et de système de distribution du revenu.

⁸ Sans qu'il soit relégué dans des enclaves économiques concernant des biens spécifiques comme l'eau, par exemple, et dans une position subalterne de colmatage des défaillances du binôme public-privé, comme tend souvent à le faire la théorie économique des biens communs inspirée par les travaux d'Elinor Ostrom.

Trois axes principaux pourraient en constituer l'ossature et poser les jalons d'un mode de développement alternatif.

Le premier axe renvoie à la priorité donnée à l'investissement dans les services collectifs non marchands et les *productions de l'homme par l'homme* qui assurent en même temps la satisfaction des besoins essentiels, la reproduction d'une économie fondée sur la connaissance et un modèle de développement socialement et écologiquement soutenable. La mise en place de ce modèle implique bien évidemment la remise en cause du paradigme économique dominant et selon lequel les dépenses et les services collectifs du Welfare représenteraient exclusivement un coût dont le financement dépendrait d'une ponction effectuée, via les prélèvements obligatoires, sur la valeur et la plusvalue créés par le secteur privé marchand (pensé à tort comme le seul secteur producteur de richesse). Dépenses et services collectifs du Welfare devraient être en revanche considérés comme les facteurs moteurs d'une économie intensive en connaissance et des investissements productifs qui par leur propre activité engendrent une richesse monétaire non marchande « *qui n'est pas détournée mais directement produite* » (Harribey, 2004). Pour mieux comprendre cette affirmation, il faut prolonger le raisonnement qui avait conduit à se débarrasser de l'idée selon laquelle l'investissement présuppose l'accumulation d'une épargne préalable, et ce justement grâce à la création monétaire par le crédit⁹. Autrement dit, il faut considérer que les dépenses et les investissements sociaux du Welfare ne font en réalité qu'anticiper et ante-valider la création d'une richesse non marchande produite pour satisfaire des besoins collectifs dont l'impôt sera après-coup la contrepartie, ou si l'on veut le prix collectif¹⁰.

Ce point, bien évidemment, renvoie à deux autres questions essentielles pour penser le passage du public au commun : la question plus générale de la socialisation de l'investissement et de la monnaie sur laquelle nous reviendrons en conclusion de cet exposé¹¹ ; la question des modes de gestions et d'organisation permettant une véritable réappropriation démocratique des institutions du Welfare.

⁹ C'est aussi pourquoi « l'investissement peut être entravé par manque de monnaie, jamais par manque d'épargne », comme le souligne Aglietta (2001, p.70) en rappelant cet enseignement théorique essentiel de Keynes.

¹⁰ En somme, qu'il s'agisse de la production marchande ou des services collectifs du Welfare-State, dans les deux cas, comme le montre toujours Harribey (2004), c'est l'injection de monnaie sous forme de salaires et investissements qui lance le circuit économique et permet la distribution des revenus qui vont ensuite être dépensé pour l'achat de biens marchands ou bien pour le paiement de l'impôt.

¹¹ Sur ces questions, la suggestion de Negri (2010) me semble aussi très pertinente lorsque dans sa contribution au premier séminaire du Public au Commun il rappelait l'importance de « recommencer à étudier la

Il me semble essentiel de noter à ce dernier propos que les productions de l'homme par l'homme constituent aussi un gisement d'emploi à haute qualification dans des activités où la dimension cognitive et relationnelle du travail est dominante. Les productions de l'homme par l'homme sont en somme toujours, presque par définition, une co-production de services. Dans ce cadre, il est alors possible d'envisager l'expérimentation de formes démocratiques et inédites d'autogestion de la production impliquant étroitement les usagers, et ce selon un modèle qui pourrait s'étendre progressivement aux autres secteurs et activités économique. Nous avons là – me semble-t-il - un champ de recherche fondamental pour notre séminaire afin de penser le mode de production du commun sur la base d'une rupture radicale avec les principes de la privatisation de la connaissance et du *New Public management* qui combine aujourd'hui en quelque sorte, ce qu'il y a de pire dans la logique bureaucratique du public et dans la logique du résultat et de la productivité débit du privé.

2) Le deuxième axe reposerait, lui, sur le renforcement de la logique du salaire socialisé au moyen de l'extension de formes d'accès à un revenu garanti fondées sur des droits objectifs et une logique opposée à celle de la dépendance économique et subjective façonnée par la dette.

Dans cette perspective, à terme, la mise en place d'un véritable Salaire ou Revenu Social Garanti (RSG) inconditionnel et indépendant de l'emploi pourrait s'inscrire. Ce revenu de base pourrait se présenter comme étant à la fois une institution du commun et un revenu primaire pour les individus, c'est-à-dire un revenu résultant directement de la production et non de la redistribution. Notons que ces deux dimensions, revenu primaire et institution du commun, sont par ailleurs étroitement imbriquées. En effet notre approche du commun, *au singulier*, se fonde historiquement sur le caractère de plus en plus social et cognitif du travail et repose sur la critique de la conception *naturaliste* propre à une grande partie de la théorie économique des biens communs.

Une institution du commun donc, car le RSG ne relève pas de la sphère publique mais, correspond "en fin de compte, à la mise en commun d'une partie de ce qui est produit en commun, délibérément ou non" (Gorz, 2003, p. 101) et cela en dehors de toute logique contributive qui rechercherait un rapport de mesure et proportionnalité entre effort individuel et droit au revenu.

planification – surtout celle de l'époque soviétique – parce qu'il y vivait sans doute l'utopie d'une approximation ou d'un voisinage avec le commun. Le thème du commun en tant que « troisième genre » doit en effet tenir compte de la crise du public et il faut que nous insérions notre recherche précisément là où la crise du public est la plus forte – or la planification soviétique a représenté de ce point de vue la pointe aiguë de la crise d'un public porté à sa dimension extrême ».

Un revenu primaire car la proposition du RSG comme institution du commun repose sur un réexamen et une extension de la notion de travail productif menée d'un double point de vue¹².

Le premier a trait au concept de travail productif, conçu selon la tradition dominante au sein de l'économie politique, comme le travail qui engendre un profit et/ou participe à la création de valeur. Il s'agit là du constat selon lequel nous assistons aujourd'hui à une extension importante des temps de travail, hors journée officielle du travail, qui sont directement ou indirectement impliqués dans la formation de la valeur captée par les entreprises. Le RSG, en tant que salaire social, correspondrait, de ce point de vue, à la rémunération collective de cette dimension de plus en plus collective d'une activité créatrice de valeur qui s'étend sur l'ensemble des temps sociaux en donnant lieu à une énorme masse de travail non reconnue et non rétribuée. En poussant ce raisonnement encore plus loin, on pourrait même suggérer que, à partir d'un socle incompressible, la progression de cette première composante du RSG pourrait faire périodiquement l'objet d'une négociation collective rassemblant l'ensemble de la force de travail face au capital et à l'Etat.

Le second point de vue renvoie, lui, au concept de travail productif pensé comme le travail producteur de valeurs d'usage, source d'une richesse échappant à la logique marchande et du travail salarié subordonné. Il s'agit en somme d'affirmer que le travail peut être improductif de capital tout en étant productif de richesses et partant, trouver sa contrepartie dans un revenu. C'est par ailleurs déjà le cas, d'un point de vue strictement théorique, pour les activités réalisées au sein des services publics non marchands qui produisent de la richesse et non de la valeur. Le caractère inconditionnel du RSG se distingue cependant, de manière radicale, du salaire versé aux travailleurs de ces services car il ne se fonde ni sur un travail dépendant, ni n'implique de la part des bénéficiaires une quelconque démonstration de l'utilité sociale de leur activité. Il présuppose la reconnaissance d'une activité créatrice de richesses et d'une coopération productive qui se développent en amont et de manière autonome par rapport à la logique administrative de la sphère publique et à la logique de la rentabilité marchande du privé, et ce même lorsqu'elles les traversent et contribuent à leur reproduction. Notons aussi à cet égard le rapport à la fois d'antagonisme et de complémentarité que ces deux formes contradictoires de travail productif entretiennent dans le développement du capitalisme cognitif. L'expansion du travail libre va en fait de pair avec sa subordination au travail social producteur de valeur en raison même des tendances qui poussent vers un brouillage de la séparation entre travail et non travail, sphère de la production et celle de la

¹² Sur ce point, cf. Monnier et Vercellone, (2007).

reproduction. La question posée par le RSG reste donc non seulement celle de la reconnaissance de cette deuxième dimension du travail productif, mais aussi et surtout celle de son émancipation de la sphère de la production de valeur et de plus-value. En ce sens, l'atténuation de la contrainte au rapport salarial et la libération de temps libre autorisée par le RSG constitueraient une condition clé pour permettre au travail cognitif de se réapproprie de la maîtrise de son temps de vie et d'utiliser le temps et l'énergie psychiques ainsi libérées dans le développement des diverses formes de production du commun.

Finalement, le RSG se présente à la fois comme une institution du commun, un revenu primaire pour les individus et un investissement collectif de la société dans le savoir permettant, à l'instar des dépenses et des services collectifs du *Welfare*, l'essor d'un mode de développement fondé sur la primauté du non marchand et des formes de coopération alternative aussi bien au public qu'au marché dans leurs principes d'organisation.

Enfin – et j'en viens au troisième axe – il est impossible de nier que, s'il est une fonction dans laquelle la finance n'est pas parasitaire c'est celle du pilotage de l'accumulation et de l'allocation du capital, voire même, et d'une manière de plus en plus explicite, celle d'un véritable pouvoir qui à travers ses institutions, ses agences de notation et ses fonctionnaires publics détermine et gère l'orientation des politiques économiques.

C'est pourquoi aucune alternative n'est véritablement envisageable sans remettre en cause, en même temps que la dette illégitime, cette fonction de coordination et je dirai de planification économique assurée par la finance.

Nous avons là l'un des enjeux fondamentaux des luttes autour de la question de la dette et de son annulation.

La question qui se pose est ici alors celle de penser la resocialisation de la monnaie et du système de crédit et, au delà, celle de penser la monnaie comme un véritable bien commun, c'est-à-dire comme *une construction sociale appartenant de manière indivisible à la communauté politique qui en fait usage* et qui donc doit dicter les règles de son fonctionnement et ses finalités, en empêchant aussi bien son appropriation unilatérale par la logique du privé que par celle du pouvoir de l'Etat. Il s'agit d'une question cruciale et terriblement complexe à laquelle il serait vraiment important de consacrer une réflexion approfondie et plusieurs séances du séminaire. Compte tenu aussi du temps à ma disposition, je me bornerai ici à faire deux rapides remarques pour ouvrir le débat notamment pour ce qui

concerne la zone euro.

La première concerne la nécessité de rompre avec le principe de la soi-disant autonomie de la banque centrale, indépendance qui en réalité, comme on le sait, ne correspond qu'à une constitutionnalisation du pouvoir de la finance et une quasi privatisation de fait de la création de monnaie. Pour ce faire, un premier pas indispensable consisterait dans le rétablissement de mécanismes keynésiens subordonnant la politique monétaire au pouvoir politique exprimé par une communauté démocratique.

C'est une condition essentielle pour permettre, y compris face à l'urgence de la crise, la monétisation des déficits publics et le financement hors-marché de l'essentiel de la dette publique, en la soustrayant à l'arbitrage des marchés. En effet seule la puissance quasiment illimitée de création monétaire de la Banque Centrale permettrait de juguler la spéculation, tout en assurant à long terme le financement des investissements collectifs nécessaires à la mise en place d'un mode de développement fondé sur le *commonfare* et la reconversion écologique de nos systèmes productifs.

La deuxième remarque concerne les modalités de resocialisation du système bancaire qui, dans un scénario idéal, pourraient aller de pair avec un changement du statut et des objectifs assignées à la Banque Centrale. A ce propos, dans le débat actuel il est possible de distinguer, notamment en France, deux propositions ou du moins deux orientations principales.

La première prône le rétablissement d'un pôle public centralisé adossé à une politique classique de nationalisation des principales banques, un modèle, en somme, dans lequel la quasi totalité de la création monétaire et du système de crédit serait contrôlé et régenté par l'Etat et la propriété publique. Ce modèle public de régulation centralisé du système bancaire et de la création monétaire trouve sa référence historique première dans le célèbre circuit du trésor qui a caractérisé, par exemple, aussi bien la France que l'Italie, à l'âge de la croissance fordiste. Par rapport au régime actuel de privatisation de la monnaie, sa re-mise en place présenterait d'indiscutables avantages, dont celui de rendre à nouveau possible une resocialisation partielle et indirecte de la monnaie à travers la monétisation étatique des conflits sociaux, et ce n'est pas le moindre. Toutefois, ce modèle contient aussi en son sein un ensemble de risques inhérents à une autonomisation de la logique du pouvoir publique par rapport à une gestion démocratique de la monnaie comme bien commun. Il s'agit, par exemple, à un extrême de la tentation de sélectionner le crédit en fonction de critères de type clientéliste, et, à l'autre extrême, celle d'un mimétisme par rapport aux normes de

gouvernance et de rentabilité financière du privé, comme en témoignent, pour ne citer qu'un cas bien connu, les déboires du Crédit Lyonnais en France.

Consciente aussi de ces risques, la seconde orientation correspond sur bien des aspects à ce que Frédéric Lordon appelle la « communalisation » du système bancaire. Cette orientation tout en prônant une déprivatisation à grande échelle du système de crédit, se propose en somme de renouer, sur des bases entièrement nouvelles, avec la tradition du modèle bancaire mutualiste. Il serait ainsi possible d'instaurer un compromis institutionnel inédit entre les modèles polaires purs de la centralisation et du fractionnement du système bancaire décrits par Aglietta et Orléan (1982) dans « La violence de la monnaie ». Un compromis inédit car l'instauration d'un système socialisé de crédit n'aboutirait pas au monopole monétaire de l'Etat (comme dans un pôle public unifié) et s'articulerait à des entités décentralisées disposant d'une autonomie opérationnelle, mais de nature non « privée » et dont le statut et les fonctions seraient régies par un cahier de charge précis plaçant « explicitement la concession [du pouvoir d'émission du crédit] sous un principe de service public ». (Lordon, 2009).

Je n'ai plus le temps ici de m'attarder davantage sur la contribution de Lordon et le débat passionnant qui est en train de s'engager sur les modalités d'une resocialisation du système de crédit et de la monnaie pensée à travers le concept de commun. Je dirais seulement, pour conclure sur une note optimiste, un optimisme, je crois, fondé tout autant sur la « volonté » que sur la « raison », que la richesse même de ce débat sur un modèle de société alternatif allant jusqu'à interroger et remettre en cause les institutions les plus essentielles du capitalisme, comme la monnaie, montre toutes les potentialités et la force constituante dont les luttes qui se développent au cœur de la crise sont porteuses.

Eléments de bibliographie

Aglietta M., Orléan A., (1982), *La violence de la monnaie*, PUF.

Aglietta (1997), *Régulation et crises du capitalisme*, Odile Jacob.

Aglietta (2001), *Macroéconomie financière. 1. Finance, croissance et cycles*, La Découverte.

Chesnais F., (2011), *Les dettes illégitimes*, Raison d'agir, Paris.

David P. (2000), "A Tragedy of the Public Knowledge Commons", *Oxford IP Centre, Working Paper* 04/00, 2000.

Friot B., (2010), *L'enjeu des retraites*, La Dispute, Paris.

Fumagalli A, (2011) "Trasformazione del lavoro e trasformazioni del welfare: precarietà e welfare del comune (commonfare) in Europa", *Uninomade20*,

<http://uninomade.org/trasformazione-del-lavoro-e-trasformazioni-del-welfare-precarieta-e-welfare-del-comune-commonfare-in-europa/>.

Fumagalli A., Vercellone C (2008), «Dieci punti per una discussione sul reddito», *Infoxa*, N° XXI, pp.76-82 .

Gorz A. (2003), *L'immatériel*, Galilée.

Hardt M., Negri A., (2010), *CommonWealth*, Harward University Press.

Hardin, G. (1968), “The Tragedy of the Commons”, *Science*, 162, 1968, pp. 1243-1248.

Harribey J.M. (2004), “Le travail productif dans les services non marchands : un enjeu théorique et politique”, *Economie Appliquée*, Tome LVII, n° 4, décembre, p. 59-96.

Harvey D. (2011), *The Enigma of Capital and the Crises of Capitalism*, postfazione all'edizione italiana, Feltrinelli, Milan.

Kendrick J.W, (1994) “Total capital and economic growth”, *Atlantic Economic Journal* 22(1), 1994.

Lordon F. (2009), “Pour un système socialisé du crédit”, <http://blog.mondediplo.net/2009-01-05-Pour-un-systeme-socialise-du-credit>.

Laval Ch, Vergne F., Clément P, Dreux G., (2011), *La nouvelle école capitaliste*, La Découverte.

Lundvall B., Lorenz Ed. (2009) “On the Role of Social Investment in the Learning Economy: A European Perspective”, in Morel N., Palier B., Palme J., (ed) *What Future for Social Investment?*, Institute for Futures Studies, Digaloo, Stockholm 2009.

Marazzi Ch., (2010), *Il comunismo del capitale*, Ombre Corte.

Marx.,(1867) Un chapitre inédit du capital, (Traduction de l'Allemand et présentation de Roger Dangeville), Paris : Union générale d'Éditions, 1971.

Monnier J.M., Vercellone C. (2007), «Fondements et faisabilité du revenu social garanti», *Multitudes*, n. 27, Janvier, pp. 73-84.

Monnier J.-M., Vercellone C. (2007), « Travail, genre et protection sociale dans la transition vers le capitalisme cognitif », *European Journal of Economic and Social Systems*, Volume 20 – n° 1/2007, pp.15-35

Negri A. (2010), « «Passer du public au commun » », contribution au séminaire du 3 novembre, <http://dupublicaucommun.blogspot.com/2010/10/proposition-toni-negri-pour-le.html>.

Negri A., Vercellone C (2008), Le rapport capital/travail dans le capitalisme cognitif, *Multitudes*, N°32, 2008, pp. 39-50

Vercellone (2010), “Modelli di welfare e servizi sociali nella crisi sistemica del capitalismo cognitivo”, *Common*, Numéro 1, pp. 32-39.

Vercellone C. (2007), «La nouvelle articulation rente, salaire et profit dans le capitalisme cognitif», in *European Journal of Economic and Social Systems*, Volume 20 – n° 1/2007, pp.45-64.